

Afrique



AVANT-PROPOS

Le continent africain continue d'accueillir une part importante de la population relevant de la compétence du HCR : le nombre de réfugiés y a presque triplé en 10 ans, passant de 2,3 millions en 2008 à plus de 6,3 millions à la fin de l'année 2018. De même, le nombre de déplacés internes a considérablement augmenté — de quelque 6,4 millions en 2009 à plus de 17,7 millions fin 2018. Malgré cette augmentation régulière des déplacements en Afrique, le nombre de réfugiés fuyant leur pays a été moins élevé en 2018 qu'en 2017 ; les exodes les plus importants ont été observés depuis le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun, en direction du Nigéria.

En Afrique, cinq pays accueillent à eux seuls près de 4,1 millions de réfugiés, soit 65% de la population réfugiée dans la région et environ 20% de la population réfugiée dans le monde. Les réfugiés étaient principalement originaires de République centrafricaine, de la République démocratique du Congo (RDC), de Somalie et du Soudan du Sud. Les conflits et d'autres éléments déclencheurs, comme la dégradation de l'environnement, ont joué un rôle déterminant dans le maintien des situations de déplacement forcé à travers la région.

Allant au-delà de la réponse humanitaire initiale, un certain nombre de pays accueillant des populations réfugiées de longue date ont tiré parti des ressources de développement disponibles, comme le sous-guichet régional de l'Association internationale de développement pour les réfugiés et les communautés d'accueil (IDA18), mis en place par la Banque mondiale, pour élaborer

Une jeune réfugiée burundaise devant une salle de classe de l'école primaire Jugudi, dans le camp de Nyarugusu (province de Kigoma, dans l'ouest de la République-Unie de Tanzanie). Les écoliers et les enseignants burundais souffrent d'un manque de ressources pédagogiques.

des projets centrés sur l'inclusion socioéconomique, bénéficiant à la fois aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent. Dans ce but, d'autres opérations, comme l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, ont travaillé avec des donateurs privés, le Fonds fiduciaire de l'Union européenne et le projet de la Banque mondiale « Répondre aux impacts des déplacements par le développement », ce qui a également abouti au renforcement des services mis à la disposition des réfugiés comme des communautés d'accueil. Les retombées de ces projets sont visibles et montrent que l'inclusion stratégique des réfugiés dans le tissu socioéconomique des communautés d'accueil peut avoir un effet positif sur l'ensemble de la communauté.

Si 341 100 réfugiés ont choisi de regagner leur pays en 2018, la recherche plus large de solutions est restée très difficile, car le nombre de places de réinstallation était restreint et les possibilités d'intégration locale via la naturalisation, limitées. Alors qu'un certain nombre de pays continuaient de mettre en œuvre le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), le HCR a constaté que l'adoption du Pacte mondial sur les réfugiés donnait lieu à de nouvelles initiatives et à des changements de politiques, créant un élan supplémentaire à la recherche de solutions innovantes, qui pourraient servir de pistes pour surmonter les difficultés actuelles.

 **TOTAL DU PERSONNEL EN AFRIQUE*: 6 662**

69% HOMMES

31% FEMMES

222 SITES

62% BASÉS DANS DES LIEUX D'AFFECTATION DIFFICILES

*y compris 1 526 personnels affiliés.

En 2018, le HCR a déployé des efforts concertés pour renforcer ses systèmes de lutte contre la fraude et d'intégrité dans plusieurs opérations clés de la région.

Dans le cadre de son initiative Gestion des risques 2.0, l'organisation a progressé en direction d'une transparence optimale, en veillant tout particulièrement à informer les parties prenantes de ses stratégies d'atténuation et de réduction des risques. À cette fin, des séminaires régionaux ont été animés en Afrique du Sud, au Kenya et en Ouganda, et des missions multifonctionnelles d'appui à la lutte contre la fraude ont été envoyées au Burundi, au Kenya, en Ouganda et au Soudan. Les bureaux du HCR dans la région ont également mis en œuvre des programmes spécifiques, comme des activités d'information et de sensibilisation, et renforcé les systèmes de surveillance pour prévenir les abus, conformément à l'engagement global de l'organisation en faveur de la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle.

En dépit de l'immensité des besoins, l'état du financement budgétaire dans la région est resté un obstacle majeur pour la plupart des opérations. Au Burundi, en République centrafricaine, en RDC et au Mali, les faibles niveaux de financement ont obligé le HCR à faire des choix difficiles, en accordant la priorité à certaines interventions au détriment d'autres. Par exemple, l'organisation a dû retarder ou interrompre les services d'aide au retour pour les réfugiés soudanais et tchadiens qui avaient opté pour le rapatriement volontaire dans leur pays d'origine.

Raouf Mazou

Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique

Chiffres-clés et réalisations en Afrique

Réinstallation

L'Afrique est la région du monde dont les **besoins en réinstallation** et le **nombre de départs** sont les plus élevés.



Demandes de réinstallations soumises en 2018

36 408 ↑ **69%** par rapport à 2017

45% des demandes de réinstallation dans le monde

Départs facilités par le HCR depuis l'Afrique en 2018

19 327 ↑ **22%** par rapport à 2017

35% du total global des départs

Principaux pays d'origine des personnes réinstallées depuis l'Afrique

- 1 RDC 12 742
- 2 Érythrée 3 527
- 3 Soudan 1 193
- 4 Somalie 896

Enregistrement biométrique



3 448 188 personnes biométriquement enregistrées fin 2018

48% du total des personnes biométriquement enregistrées

Afrique centrale et des Grands Lacs

641 568

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique

2 005 272

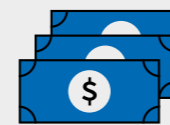
Afrique australe

151 304

Afrique de l'Ouest

650 044

Aides en espèces



63 Mio 2017

45 Mio 2018

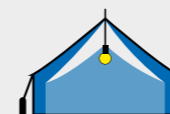
↓ **18 Millions de dollars**

↓ **28%**

Variation

Réfugiés vivant dans/hors des camps

(données au 31 décembre 2018)



Réfugiés* **6 335 400**

% d'hébergement connu **96,9%**

% vivant en hébergement privé** **21,5%**

% vivant dans des camps ou sites assimilés **78,5%**

* comprend les réfugiés et des personnes dans des situations similaires à celles des réfugiés
** par rapport au nombre total de réfugiés et assimilés

Déploiements d'urgence

(HCR et partenaires de réserve)



219 2017

195 2018

Partenaires et budgets alloués

Millions de dollars

563,7 millions de dollars alloués à 345 partenaires (représentant 43% des dépenses régionales)

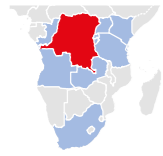
76 ONG internationales **351,9 Mio**

155 ONG nationales **111,8 Mio**

111 partenaires gouvernementaux **95,6 Mio**

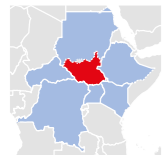
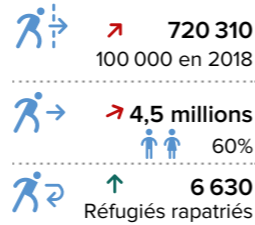
3 agences des Nations Unies **4,4 Mio**

PRINCIPALES SITUATIONS EN AFRIQUE EN 2018



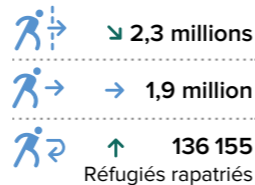
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La plus importante population de déplacés internes d'Afrique, avec de nombreuses régions du pays confrontées à des violences sporadiques. Malgré une passation de pouvoirs pacifique lors des élections présidentielles de décembre, des mouvements de population intermittents ont continué de se produire en direction des pays voisins et les espoirs de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés congolais se sont dissipés.



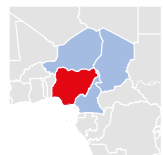
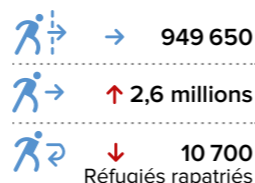
SOUDAN DU SUD

Malgré une diminution des combats dans certaines régions du pays, due à la conclusion de l'accord de paix revivifié en 2018, la situation politique est restée tendue et le conflit armé a provoqué des déplacements internes et externes. Les Sud-Soudanais représentent la plus importante population réfugiée d'Afrique et la deuxième population réfugiée au monde. Les enfants sont les premières victimes de cette crise : 63% des déplacés ont moins de 18 ans.



SOMALIE

Une des plus longues situations de déplacement au monde. Les efforts visant à créer un environnement propice au retour volontaire et à la réintégration des réfugiés somaliens se sont poursuivis. Alors que le processus de reconstruction de l'État continuait, les rapatriés et les déplacés internes ont dû faire face à une grave famine, à la sécheresse et à une insécurité persistante. La majorité des déplacés internes ont toujours besoin d'une aide humanitaire d'urgence.



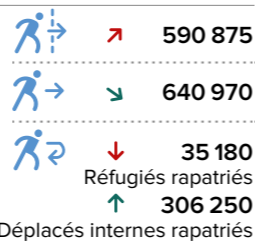
NIGÉRIA

Environ 7,1 millions de personnes étaient touchées par le conflit lié à l'insurrection de Boko Haram à travers le bassin du lac Tchad — dans le nord-est du Nigéria, dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, dans l'ouest du Tchad et dans le sud-est du Niger. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Nigéria reste le plus important de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Des attaques ont provoqué la fuite d'autres personnes à l'intérieur du pays ou à l'étranger et ont empêché les retours au Nigéria.



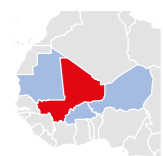
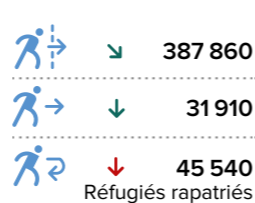
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Depuis le début du conflit en 2012, le niveau de déplacement a atteint un niveau record en 2018 de plus d'1,2 million de personnes déplacées. Quelque 48 000 personnes se sont réfugiées à l'étranger au cours de la seule année 2018. Les affrontements et les déplacements forcés restent très importants et touchent des régions qui avaient été épargnées jusqu'alors. Les groupes minoritaires sont pris pour cibles, avec une multiplication significative des meurtres et des attaques contre des communautés.



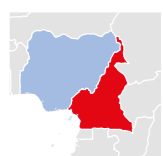
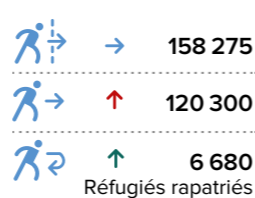
BURUNDI

Les conditions de sécurité générales se sont améliorées, mais des problèmes de droits de l'homme persistants et graves ont produit des flux de réfugiés en direction des pays limitrophes. Cependant, le nombre de personnes fuyant le Burundi a diminué de 90% par rapport à 2017. Près d'un quart de la population déplacée à l'intérieur du pays l'a été en raison de la situation sociopolitique. La stagnation du processus de paix et la persistance des tensions régionales étaient préoccupantes pour la stabilité des Grands Lacs.



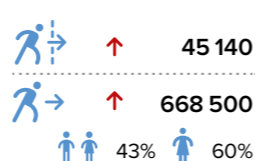
MALI

L'insécurité qui régnait dans le nord et dans le centre du Mali a déstabilisé les communautés locales et empêché les retours. La crise s'est propagée au Burkina Faso et au Niger, où des groupes armés ont pris pour cibles les forces de sécurité et des civils. Le nombre de déplacés internes a considérablement augmenté, avec plus de 80 000 personnes déplacées au cours de la seule année 2018.

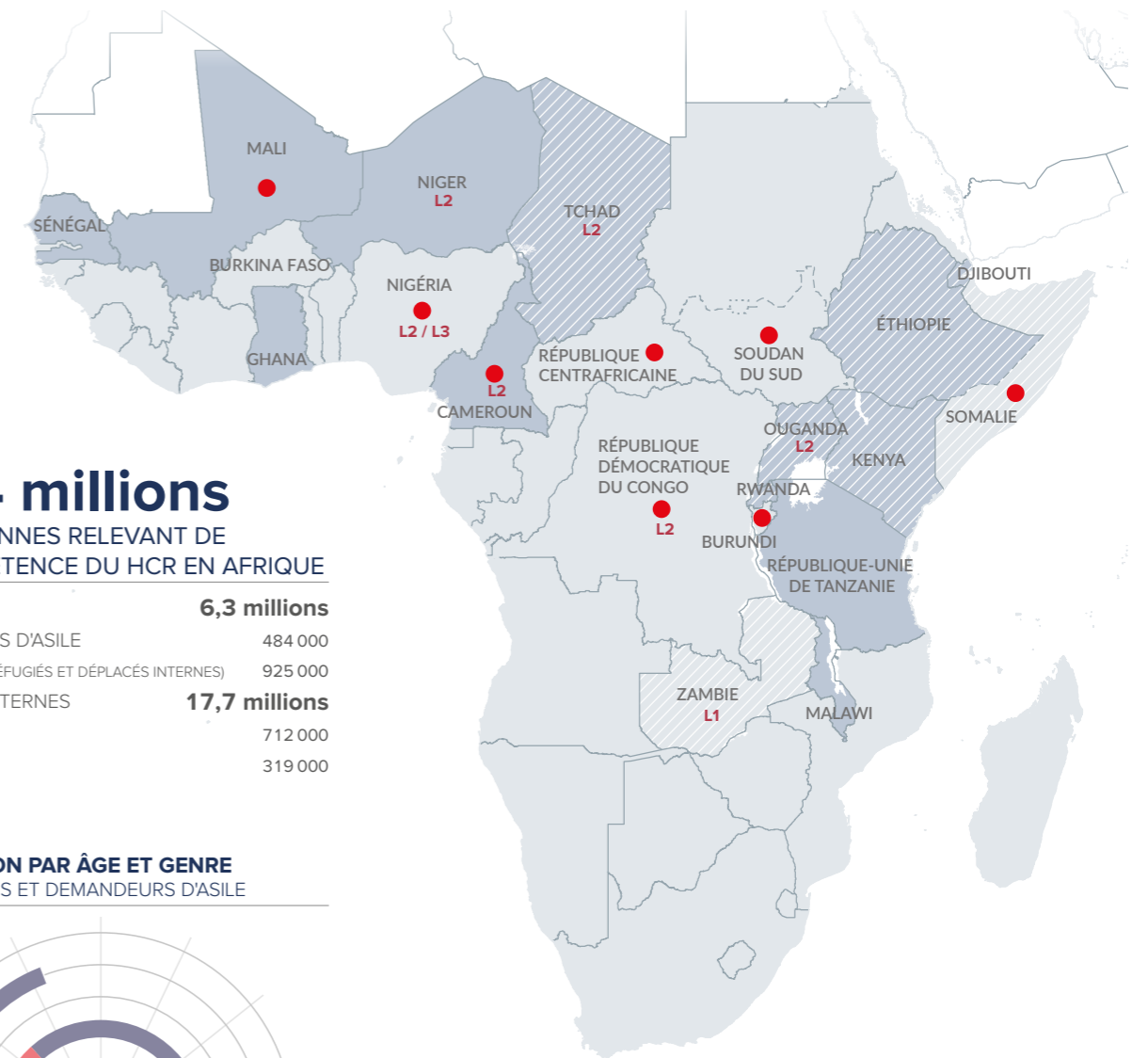


CAMEROUN

La violence qui régnait dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest a entraîné des déplacements internes et obligé de nombreux Camerounais à chercher asile au Nigéria. Les déplacés, qui sont pour la plupart des femmes et des enfants, sont confrontés à une situation humanitaire grave dans les deux pays.



Bien que le nombre de réfugiés ait presque triplé au cours des dix dernières années — passant de 2,3 millions en 2008 à 6,3 millions à la fin de l'année 2018 — la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont continué d'accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile. Cinq pays accueillent à eux seuls 65% des réfugiés de la région — soit 20% de la population mondiale de réfugiés.

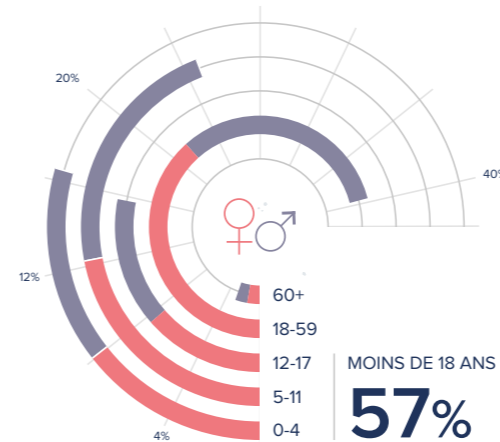


26,4 millions

DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN AFRIQUE

RÉFUGIÉS	6,3 millions
DEMANDEURS D'ASILE	484 000
RAPATRIÉS (RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES)	925 000
DÉPLACÉS INTERNES	17,7 millions
APATRIDES	712 000
AUTRES	319 000

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



(en anglais)

● Situation	→ Réfugiés	👤 Enfants	→ Tendance à la baisse par rapport à 2017
▨ Pays mettant en oeuvre le CRRF	→ Déplacés internes	👤 Femmes	→ Tendance à la hausse par rapport à 2017
■ Pays mettant en oeuvre une approche MYMP	→ Rapatriés	L 1/2/3 Niveau d'urgence	→ Tendance stable par rapport à 2017

RÉALISATIONS ET IMPACT

Sauvegarder les droits fondamentaux

Promouvoir un environnement de protection favorable

En Afrique subsaharienne, la plupart des pays et des communautés d'accueil ont eu une attitude positive et généreuse à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile. Dans certains cas, cependant, les principes fondamentaux de protection des réfugiés ont été remis en cause. Certains pays ont imposé des contrôles stricts aux frontières, sans les accompagner des garanties nécessaires pour assurer le respect du principe de non-refoulement. Le HCR a travaillé avec les gouvernements pour renforcer les capacités nationales de filtrage des réfugiés et des demandeurs d'asile, tout en préservant le droit de demander asile et protection.

Le HCR a collaboré avec les États sur une série d'activités de renforcement des capacités et d'autres formes de soutien, renforçant ainsi les procédures nationales de détermination du statut de réfugié. Dans les pays où il n'existait pas de procédures d'asile nationales, ou dans ceux où un soutien supplémentaire était nécessaire, le HCR a assuré la détermination du statut de réfugié au titre de son mandat.

Le HCR a également renforcé sa capacité et sa coopération dans le domaine de l'enregistrement, travaillant avec les gouvernements des pays d'accueil pour améliorer leurs systèmes d'enregistrement et leur gestion des données. À travers l'Afrique, le HCR a déployé ProGres v4; le système biométrique de gestion de l'identité (BIMS) et l'outil *Rapid Application*, qui permet l'enregistrement hors connexion. Les gouvernements nationaux ont bénéficié d'une aide pour mettre en place leurs propres systèmes d'enregistrement et pour améliorer l'interopérabilité entre les systèmes. En 2018, le système BIMS a été déployé au Botswana,

au Lesotho, au Mozambique, en Namibie, au Nigéria et en Ouganda, ce qui porte à 32 le nombre d'opérations utilisant le système en Afrique subsaharienne. ProGres v4 a été mis en service dans neuf opérations en 2018, ce qui porte à 22 le nombre de pays de la région utilisant le système amélioré (voir le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*).

Des progrès ont été accomplis en matière de réforme législative: à cet égard, la réalisation la plus remarquable a été observée en décembre 2018, lorsque le Soudan du Sud a adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Le HCR s'est également félicité du progrès que représente la proclamation historique de l'Éthiopie en faveur des réfugiés, qui permettra aux réfugiés de se procurer un permis de travail, d'obtenir un permis de conduire, de déclarer des faits d'état civil tels que naissances et mariages, et d'ouvrir un compte en banque. La Guinée a adopté une nouvelle loi sur les réfugiés qui améliore l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux solutions durables, et en particulier l'intégration locale. Au Niger, une loi relative à la protection des déplacés internes, conforme à la Convention de l'Union africaine (UA) sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), a été promulguée; le pays est ainsi devenu l'un des premiers États parties à se doter d'une législation nationale complète sur le déplacement interne. En juillet 2018, l'Assemblée de l'UA a adopté une décision par laquelle l'année 2019 était déclarée «l'année des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées», dans le contexte du 50^{ème} anniversaire de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique.

Dans toute la région, les opérations ont placé la mise en œuvre de la nouvelle politique du HCR sur l'âge, le genre et la diversité parmi leurs priorités (voir le chapitre *Sauvegarder les droits*

fondamentaux). Les structures de protection destinées à la prévention et aux interventions en cas de violences sexuelles et de genre, ainsi qu'en cas d'exploitation

et d'abus sexuels, ont été renforcées et le HCR a réagi rapidement à toutes les allégations en entreprenant des enquêtes approfondies.

© HCR/ey Dveta



Offrir une protection et des solutions aux déplacés internes

Le nombre de déplacés internes en Afrique a considérablement augmenté en 2018, passant de 14,5 à 17,7 millions, avec une augmentation d'un million au cours du seul premier semestre 2018. Cette hausse a été provoquée principalement par les conflits et l'insécurité qui troublaient certaines régions de la RDC (où se trouve

la plus importante population de déplacés internes d'Afrique, avec plus de 4,5 millions de déplacés, dont 2,7 millions d'enfants), du Nigéria et de Somalie. Les violences et les atteintes aux droits de l'homme ont également causé des déplacements internes au Burkina Faso, au Cameroun et en Éthiopie.

L'insurrection en cours dans le nord-est du Nigéria a été la principale cause de déplacement pour quelque 2,5 millions de personnes dans le bassin du lac Tchad, avec plus de 581 000 personnes déplacées en 2018. Le HCR a intensifié sa réponse, travaillant avec les autorités et ses partenaires dans le nord-est du Nigéria pour offrir une aide juridique et psychosociale (en particulier aux victimes de violences sexuelles et de genre) ainsi que des abris et des articles ménagers de base aux personnes déplacées.

En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, où 80% des déplacés internes avaient fui des conflits, la sécheresse a encore aggravé les problèmes de déplacement. En Éthiopie, en plus des 2,6 millions de personnes déplacées par le conflit, on estime que d'autres déplacements sont dus à des raisons liées au climat, et en Somalie, 1,4 million des quelque 2,6 millions de déplacés internes ont fui la sécheresse de 2016-2017. La majorité des déplacés internes ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence et environ 1,3 million de déplacés internes ont tout particulièrement besoin d'une aide renforcée en matière d'abris et d'articles non alimentaires. Tout en accordant la priorité à la fourniture d'articles de secours essentiels, à la protection et au suivi des retours, le HCR s'est engagé dans des programmes de réintégration au niveau local, en partenariat avec le Gouvernement somalien et d'autres acteurs.

À travers la région, le HCR a participé à la coordination des groupes sectoriels inter-agences, offrant son aide dans les secteurs de la protection, des abris, des soins médicaux et de la coordination et de la gestion de camps. En 2018, le HCR a dirigé sept des 10 groupes sectoriels sur les abris activés pour les déplacés internes. Au Cameroun, au Mali, au Nigéria, en République centrafricaine, en Somalie et au Soudan, le HCR a assumé la responsabilité des groupes sectoriels en charge des abris et des articles non alimentaires, coordonnant le travail de 115 partenaires apportant 37 millions de dollars d'aide à 1,2 million de personnes relevant de sa compétence.



Internet améliore l'aide aux personnes déplacées dans une région reculée du Niger

Le camp de Sayam Forage est installé dans un site isolé de la région de Diffa, en plein désert. Cet éloignement explique l'absence de technologies de communication, notamment de lignes téléphoniques, dans le camp. Cependant, en 2018, grâce au Secteur des télécommunications d'urgence pour les réfugiés (RETS) — un mécanisme par lequel le HCR coordonne la réponse technologique dans les situations de déplacement — le camp bénéficie désormais de la connectivité internet.

L'aide offerte à la communauté (dans des secteurs comme la santé, les abris ou l'éducation) a été considérablement améliorée par cette connectivité. Le travail de RETS au Niger a montré qu'une simple connexion internet peut avoir des effets considérables sur la vie des personnes qui ont été obligées de fuir.



Mouvements mixtes

2200 réfugiés vulnérables ont été évacués de Libye au Niger à travers le Mécanisme de transit d'urgence et un millier de personnes ont été réinstallées dans des pays tiers.

Le HCR a travaillé en étroite collaboration avec d'autres parties prenantes, comme le groupe de travail tripartite UA-UE-ONU sur les migrations, pour assurer la protection des réfugiés qui se déplacent dans des flux mixtes partis d'Afrique et qui empruntent la « route du nord » pour rallier l'Europe via la Libye, la « route du sud » pour se rendre en Afrique du Sud et la « route de l'est » pour rejoindre les États du Golfe et les pays africains voisins. À travers le Mécanisme de transit d'urgence, le HCR a évacué avec succès plus de 2 200 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables de Libye au Niger, en vue de préparer des demandes

individuelles de réinstallation et environ un millier de personnes ont ensuite quitté le Niger pour être réinstallées dans des pays tiers.

L'extension du rayon d'action du HCR, notamment par la fourniture de services, directement ou par l'intermédiaire de partenaires, aux personnes qui se dirigent vers la Libye, a donné lieu à une identification accrue des personnes qui ont besoin de protection internationale. Dans des pays comme l'Algérie, le Burkina Faso, l'Égypte, la Libye, le Mali, le Maroc, le Niger, le Tchad et la Tunisie, le développement des partenariats a accru l'identification et l'orientation, ainsi que la fourniture de l'aide.



En sécurité, mais en souffrance après les horreurs vécues en Libye

Leur existence se limite à attendre dans la chaleur. Nombre d'entre eux doivent dormir à même le sol. Mais au moins, ils sont maintenant en sécurité.

« Ici, je suis en sécurité. Mais je voudrais tout de même travailler pour aider ma mère et mes frères au Darfour. »

— Abu Bakr, un réfugié soudanais qui s'est d'abord enfui en Libye, puis au Niger.



© HCR/Unid Nya

Réduire et prévenir l'apatridie et protéger les apatrides

L'identification des apatrides en Afrique s'est considérablement améliorée en 2018 grâce à une série d'exercices d'évaluation. Le HCR a soutenu une étude au niveau national, destinée à recueillir des données qualitatives sur l'apatridie au Soudan du Sud, ainsi qu'une étude régionale en Afrique de l'Est, couvrant le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et le Soudan du Sud. Des études et des exercices d'évaluation ont également été entrepris dans certains pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans le cadre de la campagne #IBelong destinée à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024, des ateliers régionaux ont été organisés dans le contexte de la Conférence internationale sur les Grands Lacs. Le HCR s'est associé à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à la Communauté de développement de l'Afrique australe et à la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) pour organiser des réunions régionales sur l'apatridie. Cette dernière a adopté l'« Initiative de N'Djamena sur l'éradication de l'apatridie en Afrique centrale ».

Fin 2018, le comité technique spécialisé de l'UA sur les migrations, les réfugiés et les déplacés internes a adopté un projet de « Protocole sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique », qui doit être adopté par l'Assemblée de l'UA en 2019.

En Afrique de l'Ouest, le HCR a travaillé en étroite collaboration avec les institutions et les États membres de la CEDEAO pour mettre en œuvre le « Plan d'action de Banjul pour l'éradication de l'apatridie (2017-2024) » ; le HCR a, par exemple, aidé le Gouvernement de Côte d'Ivoire à délivrer environ 400 000 actes de naissance à des enfants qui risquaient de devenir apatrides et qui ont ainsi pu présenter les examens de fin d'études primaires, indispensables pour accéder à l'enseignement secondaire.

La Guinée-Bissau a également émis près de 2 000 actes de naissance pour des enfants réfugiés en 2018, et adopté un plan d'action national pour éliminer l'apatridie.

À Madagascar, des progrès ont été accomplis suite aux modifications apportées à la loi sur la nationalité : plus de 1360 certificats de nationalité ont été délivrés à des enfants qui n'étaient jusque-là pas inscrits comme citoyens malgaches, car nés d'une mère malgache et d'un père étranger.

Apporter une aide vitale

Réponse d'urgence

Compte tenu du nombre de situations d'urgence en cours dans la région, la fourniture de services essentiels et vitaux a été une priorité, avec plus de 80% des dépenses régionales consacrées à la protection et à la réponse d'urgence. Dans les situations d'urgence, le HCR a offert des vivres, des soins médicaux, de l'eau et des services d'assainissement aux personnes qui fuyaient un conflit, tout en cherchant à promouvoir, dans la mesure du possible, les conditions nécessaires à l'amélioration des moyens de subsistance, de l'éducation et de l'emploi. Si le HCR et ses partenaires ont pu, en règle générale, accéder aux personnes relevant de la compétence de l'organisation pour leur porter assistance, dans certaines situations, l'insécurité a empêché ou entravé la fourniture de secours dont elles avaient grand besoin.

Sur dix situations d'urgence déclarées par le HCR à travers le monde, quatre – le bassin du Lac Tchad, le Cameroun, la République centrafricaine et la RDC – étaient en Afrique subsaharienne, les trois premières ayant été déclarées en 2018.

L'urgence de niveau 2 déclarée pour la situation de déplacement interne au Cameroun a par la suite été étendue à l'afflux de réfugiés camerounais au Nigéria. Le plan d'action vise non seulement à fournir une aide alimentaire d'urgence aux réfugiés qui fuient le Cameroun, mais à renforcer leurs moyens de subsistance à plus long terme.

Sur **10** situations d'urgence déclarées par le HCR à travers le monde, **4** étaient en Afrique subsaharienne.

400 000 actes de naissance ont été délivrés par la Côte d'Ivoire à des enfants qui risquaient de devenir apatrides.



Des Camerounais fuient les affrontements et trouvent refuge au Nigéria

De violents affrontements entre les militaires et des séparatistes armés ont poussé 32 500 Camerounais à fuir de l'autre côté de la frontière. Pour leur venir en aide, des fonds demeurent nécessaires.

« Il y avait des coups de feu, ils ont tué mon oncle et ont tiré sur mon cousin. »

— Myriam, réfugiée camerounaise au Nigéria.



© HCR/Regan Ojomo

Pour intensifier la réponse d'urgence à la situation centrafricaine, une urgence de niveau 2 a été déclarée pour l'afflux de réfugiés centrafricains au Tchad en mars 2018. Une urgence de niveau 2 a également été déclarée pour les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en RDC, en raison de la dégradation des conditions de sécurité et de la situation humanitaire, sur fond d'épidémie d'Ebola. Le HCR a participé activement aux mesures inter-agences de préparation et de lutte contre l'épidémie d'Ebola dans les pays limitrophes, notamment en élaborant des outils de planification des coûts de préparation et d'intervention, en déployant un personnel de santé et en fournissant des fonds pour soutenir les opérations-pays.

Des mesures de prévention contre le virus Ebola ont été mises en place dans les sites de réfugiés, les installations et les sites de déplacés internes, et le HCR a offert une protection aux déplacés dans la province du Nord-Kivu, touchée par l'épidémie d'Ebola.

Dans le bassin du Lac Tchad, une urgence de niveau 3 pour la réponse à la situation de déplacement interne au Nigéria et une urgence de niveau 2 au Cameroun, au Niger et au Tchad, activées en 2016, sont restées en vigueur en 2018 (voir le chapitre *Apporter une aide vitale*).



La société civile et le secteur privé s'unissent pour soutenir les réfugiés dans le cadre de la campagne #DoltLuQuLuQu

2018 a été une année décisive pour la campagne LuQuLuQu en Afrique : les sympathisants, unis en un vaste réseau, ont plaidé la cause des réfugiés dans la région et mobilisé des fonds pour eux.

En particulier, la marche de LuQuLuQu, « *Step for Safety* » a attiré de très nombreux sympathisants et donateurs, originaires du Burkina Faso, du Ghana et du Kenya. Le HCR s'est également associé à des enseignes de grande distribution africaines pour sensibiliser les clients à la campagne LuQuLuQu dans les magasins. Des dons au Nigéria, émanant de la Fondation TuBaba et du *Daystar Christian Centre*, ont également été révélateurs de l'intérêt du public et du potentiel de croissance dans la région.



(en anglais)



© HCR



#TEDxKakumaCamp rassemble des réfugiés, des militants et des humanitaires pour briser les stéréotypes



Ces réfugiés prennent la parole lors du premier événement mondial TED...

Au Kenya, les supporters du HCR ont ajouté leurs talents à TEDx Kakuma Camp, le premier événement TEDx jamais organisé dans un camp de réfugiés. Aux côtés des réfugiés, l'ambassadrice de bonne volonté Emi Mahmoud et les personnalités engagées aux côtés du HCR, Mercy Masika, Nomzamo Mbatha, Octopizzo et Yiech Pur Biel ont participé à l'événement, pendant que les messages postés par les supporters internationaux sur les médias sociaux pour célébrer l'événement en ligne recueillaient au total plus de 100 000 réactions.



(en anglais)

Les personnalités engagées auprès du HCR, récents ou de longue date, dont la musicienne Betty G et le présentateur espagnol Jesús Vázquez, se sont rendus en Éthiopie en 2018. Le voyage de J. Vázquez a été suivi d'une campagne médiatique d'un mois, avec notamment des interviews à la télévision espagnole à des heures de grande écoute, qui ont touché des millions de téléspectateurs.



(en anglais)

Satisfaire les besoins essentiels

Les aides en espèces ont fait partie intégrante de l'action du HCR tout au long du cycle du déplacement en Afrique, aidant les bénéficiaires à satisfaire leurs besoins essentiels et stimulant, dans la mesure du possible, l'activité économique et l'inclusion à plus long terme.

La Somalie, par exemple, faisait partie des 10 premières opérations d'assistance en espèces du HCR dans le monde : plus de 13 millions de dollars en espèces ont été distribués aux rapatriés somaliens en 2018. Au Niger, l'organisation a lancé l'une de ses premières interventions d'urgence utilisant des espèces auprès de populations difficiles à atteindre ; celle-ci a permis de toucher quelque 12 000 personnes déplacées à proximité de la frontière avec le Mali, qui étaient peu nombreuses à avoir déjà reçu une aide du fait de l'inaccessibilité du site. Les aides en espèces du HCR en RDC offrent un autre exemple de l'utilisation de l'assistance en espèces dans le cadre d'une

intervention d'urgence : 126 300 personnes ont reçu des aides en espèces en 2018 – soit une augmentation de 261% par rapport à 2017. Au Kenya, l'opération a mis en œuvre le plus important projet de distribution d'espèces pour des abris, avec des transferts en espèces de plus d'1,16 million de dollars, bénéficiant à quelque 32 000 personnes.

L'assistance en espèces a également servi à satisfaire des besoins dans le secteur WASH : quelque 650 000 dollars d'allocations en espèces ont été distribués à cette fin à des personnes relevant de la compétence du HCR en Algérie, au Cameroun, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, en RDC, au Rwanda, au Tchad et en Zambie. De plus, le HCR a renforcé ses capacités de réponse d'urgence dans le secteur WASH, notamment en ce qui concerne la coordination, la mise en œuvre et le suivi.

Environ **30%** des espèces distribuées en Afrique ont été versées en Somalie.



L'assistance en espèces, première étape sur la voie d'une plus grande inclusion financière

En 2018, le HCR a fourni 45 millions de dollars d'aides en espèces en Afrique et lancé des programmes d'aides en espèces à usages multiples dans des opérations comme le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, le Niger, l'Ouganda, la RDC, le Rwanda et la Somalie. L'organisation a également facilité l'accès aux comptes bancaires classiques ou sur téléphone portable au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Niger, en Ouganda, en RDC, au Rwanda et en Zambie pour encourager l'épargne et l'accès au crédit, comme première étape sur la voie d'une plus grande inclusion financière.

Au Kenya, où le HCR a facilité l'accès des réfugiés aux comptes en banque, un agent bancaire du district de Kakuma a indiqué que près de la moitié de titulaires de comptes en banque et plus de 20% des emprunteurs de la région étaient des réfugiés, avec des taux de remboursement satisfaisants. L'assistance en espèces d'urgence via la téléphonie mobile couvre les besoins en matière d'alimentation et d'abris, ainsi que d'autres besoins essentiels.

Le mécanisme de transfert d'espèces en urgence du HCR offre un service commun au Niger, qui peut être mis à profit par toute autre agence ou organisation pour transférer des espèces à des populations vulnérables, y compris par les groupes sectoriels pour satisfaire des besoins essentiels.

En 2018, le HCR a fixé parmi ses priorités l'appui ciblé aux opérations qui ont connu des évolutions inquiétantes et considérables sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi qu'aux situations caractérisées par une réduction drastique des rations alimentaires, notamment au Cameroun, en Éthiopie et au Tchad.

Des possibilités d'autosuffisance ont été identifiées, lorsque c'était possible. Des missions stratégiques ont été entreprises avec le PAM pour évaluer la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et pour élaborer des plans d'aide conjoints au Nigéria et au Rwanda.

Plus de
341 100
réfugiés, dont
45 540
Burundais accueillis
en Tanzanie, ont
choisi de regagner
leur pays en 2018.

Assurer un avenir meilleur Rapatriement volontaire

Un plus grand nombre de réfugiés ont exprimé l'intention de rentrer dans leur pays en 2018, en se disant souvent motivés par les changements politiques. Plus de 341 100 réfugiés ont ainsi choisi de regagner leur pays en 2018. Le plus grand nombre de rapatriements a été observé au Burundi: 45 540 Burundais, provenant en grande partie de République-Unie de Tanzanie, ont bénéficié d'une aide à cet effet. Quelque 10 700 Somaliens, provenant de neuf pays d'asile, sont rentrés en dépit des difficultés liées à la sécheresse, aux pénuries alimentaires, à l'insécurité persistante et à l'absence de services dans certaines régions, ce qui porte à près de 87 540 le nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide au retour depuis décembre 2014.

Ailleurs, les mouvements de rapatriement volontaire entre le Tchad et le Soudan ont repris en novembre 2018, après la saison des pluies. Le retour au Darfour de près de 1 800 réfugiés soudanais a été facilité depuis l'est du Tchad, alors que près de 6 350 Tchadiens réfugiés au Darfour sont rentrés volontairement à Sila, dans l'est du Tchad. En dépit des conditions de sécurité précaires observées en République centrafricaine, plus de 35 180 réfugiés centrafricains ont bénéficié d'une aide pour rentrer du Burkina Faso, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Niger, de RDC et du Sénégal. En 2018, le HCR a également facilité le retour de quelque 2 800 réfugiés ivoiriens depuis des pays limitrophes.

Intégration locale

En Guinée-Bissau, au Libéria et au Mali, les gouvernements ont pris des mesures concrètes pour faciliter l'intégration locale de milliers de réfugiés. Ainsi, la décision d'accorder la nationalité à quelque 7 100 réfugiés sénégalais en Guinée-Bissau; la délivrance de titres de nationalité et d'identité à 300 réfugiés sierra-léonais au Libéria; et l'octroi de la nationalité à près de 2 000 enfants mauritaniens réfugiés au Mali. Le Gouvernement du Libéria a également offert quelque 125 hectares pour faciliter l'intégration locale de réfugiés ivoiriens et commencé à mettre en œuvre un projet de construction d'abris durables.

Au cours des deux dernières années, la Tanzanie a naturalisé un grand nombre de réfugiés burundais arrivés en 1972. Cependant, une campagne de vérification conjointement entreprise par le HCR et le Gouvernement a montré que les dossiers d'environ 58 000 Burundais relevant de la compétence de l'organisation (en lien



Le HCR travaille avec l'OIM pour soutenir un retour volontaire et sûr des réfugiés somaliens du Yémen. En 2018, 2 591 personnes ont commencé leur voyage de retour par bateau.

Merci à tous les donateurs pour votre soutien à notre action au Yémen.

avec la population burundaise de 1972) étaient toujours en attente, tout comme ceux de certains Burundais concernés par le processus de naturalisation initial. Le HCR a aidé le Gouvernement à poursuivre le processus de naturalisation des personnes qui peuvent y prétendre, à résoudre les problèmes de protection et à rechercher d'autres modalités de séjour.

En République centrafricaine, le HCR a travaillé avec le Gouvernement pour soutenir l'intégration des réfugiés soudanais qui sont demeurés à Bambari (près de 200 personnes), ayant choisi de rester après le rapatriement volontaire de quelque 1 500 réfugiés en décembre 2017.

Le Gouvernement de Zambie a entrepris de délivrer des permis de séjour temporaires aux anciens réfugiés rwandais – avec près de 1 500 permis délivrés à ce jour – ce qui facilitera leur séjour et leur participation au développement socioéconomique de leurs communautés d'accueil.

7 100
réfugiés sénégalais
se sont vu accorder
la nationalité en
Guinée-Bissau.



Des moustiquaires pour sauver des vies en Afrique

Quand Jacqueline est arrivée au camp de réfugiés de Nduta (Tanzanie) en 2015, elle a reçu un abri familial d'urgence fourni par le HCR, ainsi que des moustiquaires de la Fondation des Nations Unies. Dans certaines régions d'Afrique, le paludisme met chaque jour des vies en danger. Depuis 2016, la Fondation des Nations Unies a donné près de 800 000 moustiquaires à des milliers de familles comme celle de Jacqueline en Afrique subsaharienne, dans le cadre de sa campagne «*Nothing but Nets*». Les abris et les articles de secours essentiels comme les moustiquaires permettent la sécurité et la protection des réfugiés.



© HCR/Sebastian Rich

Réinstallation

Les places de réinstallation ont considérablement augmenté – d'environ 69% – par rapport à 2017 grâce à un plus grand nombre de pays qui ont accru leur nombre de places de réinstallation pour l'Afrique, en particulier pour les sous-régions de l'Est et de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs. Les pays de réinstallation ont

également créé des places pour les réfugiés évacués des centres de détention en Libye et transférés au Niger au moyen du Mécanisme de transit d'urgence. Les départs pour les pays de réinstallation ont également progressé, passant de 15 800 en 2017 à plus de 19 300 en 2018, pour 36 400 demandes de réinstallation soumises au cours de la seule année 2018.



L'enseignement supérieur accessible aux réfugiés au Rwanda

Dans le camp de Kiziba au Rwanda, le HCR soutient une plateforme d'enseignement supérieur en ligne qui permet aux réfugiés de préparer des diplômes universitaires de niveau licence.

Le programme Kepler, qui fait partie de l'Accélérateur d'éducation humanitaire conjointement créé par le HCR et l'UNICEF, utilise un modèle fondé sur les compétences et associe des contenus numériques mis à disposition par une université américaine accréditée (*Southern New Hampshire University*) et une équipe de professeurs locaux spécialisés.

En outre, grâce à l'accent mis sur les stages, la formation en entreprise et la formation professionnelle, les diplômés peuvent intégrer le marché du travail avec les compétences générales requises en leadership, langues et informatique.



© HCR/Antoine Tardy



(en anglais)

Le lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement



Conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, le Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) est déployé dans huit pays de la région, à savoir Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie, le Tchad et la Zambie, ainsi que dans le cadre d'une approche régionale pour les réfugiés somaliens, soutenue par l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Des stratégies pluriannuelles et de partenariats multiples (MYMP) sont mises en œuvre par 13 pays pour faciliter l'application du CRRF au Cameroun, à Djibouti, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Niger, en Ouganda, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et au Tchad. Ces stratégies visent à améliorer la planification à long terme des solutions et de la protection par un travail plus concerté avec les partenaires.

Trois pays appliquant des stratégies MYMP — le Ghana, le Kenya et le Malawi — font partie de l'initiative *Solutions Capital*, un pacte de financement proposé aux donateurs pour permettre aux opérations de mettre intégralement en œuvre leurs stratégies de protection et de recherche de solutions.



(en anglais)

La coopération avec la Banque mondiale a été renforcée par un nombre croissant d'activités conjointes sur le terrain, notamment dans le cadre du sous-guichet régional IDA18. En 2018, l'octroi de subventions et de prêts concessionnels a été approuvé pour 11 pays, dont le Cameroun (274 millions de dollars pour l'accès aux soins médicaux, à l'éducation, à la protection sociale, ainsi qu'aux infrastructures économiques et sociales), l'Éthiopie (202 millions de dollars pour développer les opportunités économiques en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil) et l'Ouganda (360 millions de dollars pour les infrastructures et 335 millions de dollars pour la gestion de l'eau afin d'améliorer la fourniture de services). Un certain nombre de pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont également bénéficié des projets « Répondre aux impacts des déplacements par le développement » de la Banque mondiale.

Le HCR a travaillé avec la Banque africaine de développement et les gouvernements hôtes sur des projets novateurs bénéficiant aux réfugiés et aux communautés d'accueil au Burundi et au Zimbabwe. Le Fonds fiduciaire de l'Union européenne a également débloqué des ressources de toute première importance, destinées à faciliter l'inclusion. Un certain nombre d'initiatives de coopération bilatérale considèrent de plus en plus les réfugiés et les communautés qui les accueillent sous l'angle des bénéfices mutuels qui pourraient résulter de l'inclusion socioéconomique.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

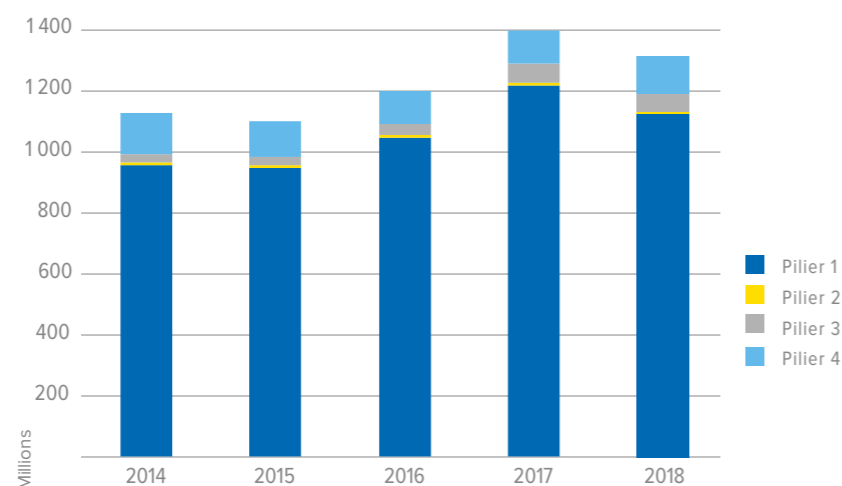
Le sous-financement a posé de graves problèmes, en particulier pour les situations burundaise, centrafricaine, congolaise (RDC), malienne, somalienne et sud-soudanaise. Au niveau de la situation burundaise, par exemple, les abris étaient très insuffisants, les centres de santé étaient sous-équipés par rapport au nombre de patients, les classes étaient surchargées et les moyens disponibles pour venir en aide aux mineurs non accompagnés et aux victimes de violences sexuelles très limités.

Les pays limitrophes ont continué d'accueillir des personnes déplacées originaires du Soudan du Sud en dépit de capacités sollicitées à l'extrême. Malgré tous les efforts déployés pour fournir les services les plus élémentaires aux jeunes réfugiés – notamment une aide vitale aux mineurs non accompagnés et aux personnes qui avaient des besoins particuliers – les activités requises de toute urgence pour protéger le grand nombre de mineurs isolés n'ont pu être exécutées en raison du financement limité.

Cette situation a rendu ces mineurs plus vulnérables à un certain nombre de risques de protection, comme les mariages précoces, le recrutement forcé et la prostitution de survie.

À travers la région, les réfugiés ont souffert de malnutrition aiguë et d'insécurité alimentaire du fait des conflits et de la sécheresse. Le manque de fonds s'est traduit par des réductions des rations alimentaires et par des exercices de restriction des cibles. Ceci a eu un impact considérable sur la protection, la santé et le bien-être des réfugiés, ainsi que sur la cohésion sociale au sein des populations touchées. En Afrique de l'Est, la situation nutritionnelle dans certains sites de réfugiés était particulièrement préoccupante. Les stratégies d'adaptation les plus fréquentes consistaient à sauter des repas ou à les réduire, à vendre des biens pour acheter des denrées alimentaires, à contracter des emprunts à taux d'intérêt élevé, à mendier, à faire travailler les enfants et à s'engager dans des activités à haut risque. De plus, des problèmes de protection liés à la réduction de l'aide, notamment des violences sexuelles et de genre, des violences familiales et des cas de prostitution de tout âge ont été rapportés.

DÉPENSES EN AFRIQUE 2014-2018 | USD



Budget

- Budget initial approuvé par le Comité exécutif: **2,600 milliards de dollars**.
- Budget final: **2,755 milliards de dollars**.
- Augmentation du budget: **155,2 millions de dollars / +6%**, principalement due aux besoins liés à la route de la Méditerranée centrale et aux situations congolaise (RDC) et sud-soudanaise.

Dépenses

SOURCE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES		Milliers USD	% de financement des dépenses de la région	% régional par source de financement par rapport au total des dépenses du HCR
Report des années précédentes	Affecté	48 408	4%	29%
	Non affecté	79 159	6%	40%
Contributions volontaires	Affectées	779 360	60%	31%
	Légèrement affectées	250 166	19%	44%
	Non affectées	34 496	3%	10%
Coûts d'appui aux programmes		10 162	1%	28%
Autres revenus		30 586	2%	14%
		71 808	6%	37%
TOTAL		1 304 145	100%	31%

- Les dépenses en Afrique ont représenté **31%** des dépenses du HCR à travers le monde.
- **60%** des dépenses ont été financées par des crédits affectés.
- L'Afrique est la région qui a bénéficié du plus grand montant de contributions non affectées pour financer ses dépenses à hauteur de **34,4 millions de dollars**.
- Les contributions volontaires affectées à l'Afrique ont augmenté de **102,2 millions de dollars / +9%** par rapport à 2017.

BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
AFRIQUE DE L'OUEST							
Burkina Faso	Budget	24 147 881	503 114	-	-	24 650 996	
	Dépenses	13 589 717	224 734	-	-	13 814 451	
Côte d'Ivoire	Budget	3 884 705	9 457 012	3 209 285	-	16 551 001	
	Dépenses	3 842 999	3 514 216	2 167 943	-	9 525 158	
Ghana	Budget	8 085 878	-	-	-	8 085 878	
	Dépenses	4 421 708	-	-	-	4 421 708	
Libéria	Budget	11 580 063	-	-	-	11 580 063	
	Dépenses	7 190 576	-	-	-	7 190 576	
Mali	Budget	11 212 450	-	9 262 523	1 125 019	21 599 992	
	Dépenses	7 109 498	-	5 467 086	776 564	13 353 148	
Niger	Budget	79 239 374	733 498	-	12 810 943	92 783 814	
	Dépenses	47 779 367	261 297	-	4 498 701	52 539 365	
Nigéria	Budget	13 360 279	-	22 890 000	44 149 721	80 400 000	
	Dépenses	11 301 568	-	7 635 099	11 532 968	30 469 635	
Sénégal - Bureau régional ¹	Budget	34 386 734	4 521 642	-	-	38 908 376	
	Dépenses	20 278 622	1 396 589	-	-	21 675 211	
SOUS-TOTAL	Budget	185 897 364	15 215 267	35 361 808	58 085 682	294 560 121	11%
	Dépenses	115 514 055	5 396 835	15 270 128	16 808 233	152 989 251	12%

AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

Tchad	Budget	140 346 387	3 003 699	-	5 634 658	148 984 744	
	Dépenses	73 034 034	531 928	-	1 668 405	75 234 367	
Djibouti	Budget	26 730 931	-	-	-	26 730 931	
	Dépenses	9 508 942	-	-	-	9 508 942	
Érythrée	Budget	5 223 224	-	-	-	5 223 224	
	Dépenses	3 886 322	-	-	-	3 886 322	
Éthiopie	Budget	311 125 814	-	-	16 628 862	327 754 676	
	Dépenses	146 278 769	-	-	10 477 913	156 756 682	
Éthiopie (Représentation du HCR auprès de l'UA et de la CEA)	Budget	4 162 503	-	-	-	4 162 503	
	Dépenses	1 846 967	-	-	-	1 846 967	
Kenya	Budget	190 631 876	481 496	-	-	191 113 372	
	Dépenses	102 171 288	385 235	-	-	102 556 523	
Kenya - Centre d'appui régional	Budget	7 973 251	-	-	-	7 973 251	
	Dépenses	7 255 496	-	-	-	7 255 496	
Somalie	Budget	79 066 491	-	58 449 546	48 868 238	186 384 275	
	Dépenses	33 682 361	-	20 235 222	10 928 415	64 845 998	
Soudan du Sud	Budget	120 077 582	1 505 682	-	33 704 059	155 287 323	
	Dépenses	85 125 929	1 006 895	-	25 037 966	111 170 790	
Soudan	Budget	218 356 455	2 033 093	11 846 749	23 662 502	255 898 799	
	Dépenses	60 249 503	743 129	3 560 440	8 198 063	72 751 134	
Ouganda	Budget	415 003 072	200 000	-	-	415 203 072	
	Dépenses	184 547 919	49 645	-	-	184 597 564	
Activités sous-régionales	Budget	3 124 616	-	-	-	3 124 616	
	Dépenses	296 127	-	-	-	296 127	
SOUS-TOTAL	Budget	1 521 822 200	7 223 970	70 296 295	128 498 318	1 727 840 784	63%
	Dépenses	707 883 656	2 716 832	23 795 662	56 310 762	790 706 912	61%



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS							
Burundi	Budget	32 493 678	-	-	508 465	33 002 143	
	Dépenses	26 846 607	-	-	470 705	27 317 311	
Cameroun	Budget	74 158 771	375 533	-	12 377 502	86 911 806	
	Dépenses	41 889 346	284 636	-	3 969 948	46 143 930	
République centrafricaine	Budget	9 639 982	-	16 985 778	14 643 662	41 269 421	
	Dépenses	6 796 906	-	12 603 077	8 275 100	27 675 082	
République du Congo	Budget	20 409 168	-	-	3 170 000	23 579 168	
	Dépenses	8 897 448	-	-	2 884 215	11 781 663	
République démocratique du Congo Bureau régional ²	Budget	107 813 396	1 285 780	11 143 850	78 634 833	198 877 860	
	Dépenses	56 675 298	404 663	519 597	34 295 568	91 895 127	
Rwanda	Budget	95 475 730	-	3 300 309	-	98 776 039	
	Dépenses	33 159 109	-	2 175 059	-	35 334 168	
République-Unie de Tanzanie	Budget	122 592 614	-	3 219 450	-	125 812 064	
	Dépenses	51 287 549	-	2 588 664	-	53 876 213	
SOUS-TOTAL	Budget	462 583 339	1 661 313	34 649 387	109 334 463	608 228 501	22%
	Dépenses	225 552 262	689 299	17 886 398	49 895 535	294 023 494	23%
AFRIQUE AUSTRALE							
Angola	Budget	31 012 416	-	-	-	31 012 416	
	Dépenses	16 950 488	-	-	-	16 950 488	
Malawi	Budget	17 501 336	-	-	-	17 501 336	
	Dépenses	7 713 118	-	-	-	7 713 118	
Mozambique	Budget	5 626 659	319 555	-	-	5 946 214	
	Dépenses	3 801 853	121 242	-	-	3 923 094	
Afrique du Sud - Bureau régional	Budget	29 123 809	1 323 482	-	-	30 447 291	
	Dépenses	16 858 631	478 514	-	-	17 337 144	
Zambie	Budget	32 279 067	-	-	-	32 279 067	
	Dépenses	14 729 314	-	-	-	14 729 314	
Zimbabwe	Budget	7 564 022	253 828	-	-	7 817 850	
	Dépenses	5 596 789	174 197	-	-	5 770 986	
SOUS-TOTAL	Budget	123 107 310	1 896 865	-	-	125 004 175	5%
	Dépenses	65 650 191	773 952	-	-	66 424 143	5%
TOTAL	Budget	2 293 410 213	25 997 415	140 307 489	295 918 463	2 755 633 580	100%
	Dépenses	1 114 600 165	9 576 918	56 952 188	123 014 530	1 304 143 801	100%

¹ Inclut les activités au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo.

² Coordonne les activités au Gabon et en République démocratique du Congo.



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	25 211 988			10 120 910	649 354 879	684 687 777
Allemagne	20 487 099			5 340 909	66 928 276	92 756 284
Union européenne	59 838 422		4 924 004	3 167 150	7 870 370	75 799 947
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	41 079 242		1 101 928			42 181 170
Fonds central pour les interventions d'urgence	25 023 537		60 296	12 684 214		37 768 047
Japon	21 053 700		1 868 926	216 674	5 306 679	28 445 979
Danemark	16 024 802				11 959 897	27 984 699
Suède	9 621 479			1 554 569	12 399 845	23 575 892
Donateurs privés au Qatar	8 277 293				9 630 000	17 907 293
Canada					15 167 116	15 167 116
France	10 157 589		774 293	300 000	2 017 160	13 249 042
Donateurs privés en Allemagne	1 589 343				10 223 084	11 812 427
Italie	7 775 950	1 292 177	620 599	368 114	884 525	10 941 365
Pays-Bas	9 797 619	160 370				9 957 989
Norvège	5 164 011				4 683 292	9 847 304
République de Corée	3 135 667				6 575 080	9 710 747
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	5 725 595			525 010	1 921 797	8 172 402
Belgique	4 623 875			2 335 896	1 165 501	8 125 272
Donateurs privés aux Pays-Bas	7 625 970				18 819	7 644 789
Donateurs privés en Espagne	2 064 598				4 940 007	7 004 605
Finlande	5 113 636				1 851 852	6 965 488
Suisse	792 267		360 360		5 589 431	6 742 058
Donateurs privés au Japon	6 142 561				100 270	6 242 832
Irlande	1 726 236				2 358 491	4 084 726
Chine	2 000 000			1 999 999		3 999 999
Fonds de financement commun			155 178	1 495 627	2 305 293	3 956 098
Australie					3 782 148	3 782 148
Émirats arabes unis	3 011 643					3 011 643
Luxembourg					2 196 653	2 196 653
Fonds pour la consolidation de la paix	1 301 552		203 167	134 653	550 000	2 189 372
Espagne	1 911 710					1 911 710
UNICEF	1 875 792					1 875 792
Banque africaine de développement	1 589 667					1 589 667
Autorité intergouvernementale pour le développement	1 532 577					1 532 577
Donateurs privés en Australie	1 247 805				88 190	1 335 996
Donateurs privés en Suède	681 265				545 181	1 226 445
ONU-Habitat	1 119 687					1 119 687
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	1 000 000				48	1 000 048
Donateurs privés en Suisse	889 143				60 705	949 848
ONUSIDA					945 050	945 050
PAM	627 358					627 358
Fonds transfrontaliers des Nations Unies pour la région des Grands lacs	594 267					594 267
PNUD	223 905				264 000	487 905
République tchèque				454 545		454 545

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Donateurs privés en République de Corée	339 934				27 183	367 117
Donateurs privés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	345 447				1 305	346 753
Fonds des Nations Unies pour le Darfour			250 000	87 050		337 050
Donateurs privés au Canada	200 309				81 440	281 748
<i>Education Cannot Wait</i>	265 279					265 279
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies	123 131					123 131
UNESCO					108 070	108 070
Fonds pour l'élimination de la violence envers les enfants					77 818	77 818
Donateurs privés en Norvège	76 100					76 100
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine				69 320		69 320
Donateurs privés en Chine					66 368	66 368
Nigéria					63 735	63 735
Donateurs privés au Danemark					54 936	54 936
Donateurs privés en Thaïlande	33 239				21 385	54 624
Liechtenstein				50 761		50 761
Donateurs privés au Kenya	1 500				48 016	49 516
Donateurs privés en Italie	712			235	41 399	42 346
Donateurs privés au niveau mondial				854	40 281	41 135
Donateurs privés en France					37 230	37 230
Botswana					30 472	30 472
Angola					30 000	30 000
Malte	29 621					29 621
Donateurs privés au Nigéria					27 531	27 531
Afrique du Sud					19 481	19 481
Donateurs privés au Burkina Faso					14 588	14 588
ONU-Femmes	10 000					10 000
Andorre					6 173	6 173
Saint-Siège					5 000	5 000
Donateurs privés au Sénégal	1 777					1 777
Donateurs privés au Ghana	621				1 009	1 630
Donateurs privés en Afrique du Sud					447	447
Donateurs privés au Liban					156	156
Donateurs privés à Singapour					14	14
TOTAL*	319 086 519	1 452 547	10 318 752	40 906 490	832 487 677	1 204 251 984

*Notes:

¹ Les contributions incluent 7% de coûts d'appui aux programmes.² Inclut 33,8 millions de dollars reçus en 2017 pour des activités dont la mise en œuvre était prévue pour 2018 et ne comprend pas 23 millions de dollars reçus en 2018 pour une mise en œuvre prévue en 2019 et au-delà.³ Inclut les contributions globales affectées aux situations du Burundi, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Nigéria, de Somalie et du Soudan du Sud.